

Manif contre la guerre le 13 juin à 11 heures place de la Bastille

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
10 au 16 juin 1999

10,00 F

Contre les armées et les nationalismes

LES SOIXANTE-DOUZE JOURS DE guerre qui séparent l'échec attendu des négociations de Rambouillet et le plan de paix russo-finlandais conclu le 3 juin 1999 à Belgrade, étaient-ils nécessaires? Menées par un groupe de contact composé des États-Unis, de la Russie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Allemagne, les discussions entreprises en février et mars 1999 avec les deux partis belligérants serbes et albanais du Kosovo ont été phagocytées par, La secrétaire d'État, Madeleine Albright (1).

ments devront bénéficier d'un passage libre sans restriction à travers la république fédérale de Yougoslavie et d'un accès sans entrave de son espace aérien et fluvial ».

Le prix de la guerre

Le piège mis en place, le président Milosevic en toute connaissance de cause, en particulier du plan de déportation préparé par les ultranationalistes de Vojislav Seselj accepta de se mesurer avec l'OTAN, dans une partie de tout-

horribles. Les nombreux témoignages des réfugiés nous relatent les massacres, les incendies des maisons, les exécutions sommaires, les viols systématisés, la privation de toute identité. Nous ne savons pas quelle est la réalité sur le terrain. De plus les dépenses de guerre sont astronomiques, d'après certains chiffres avancés le prix des frappes de l'OTAN serait de plus de 13 milliards de dollars (environ 80 milliards de francs). Le 10 mai, la commission européenne estimait déjà que la reconstruction du seul Kosovo coûtera de 2 à 3,5 milliards de dollars (environ 20 milliards de francs) et l'assistance des pays comme l'Albanie, la Macédoine ou ceux indirectement victimes de la destruction de l'économie yougoslave pourrait coûter des sommes équivalentes. Qui donc a payé cette guerre et va payer la reconstruction de la Yougoslavie? C'est l'ensemble des individus qui peuplent les pays de l'Alliance atlantique et de l'Union Européenne. Individus qui en l'occurrence n'ont pu décider d'une guerre déclenchée en toute illégalité par une organisation militaire qui échappe à toute forme de démocratie. Pour les États-Unis, cette guerre devait être le triomphe de l'OTAN dont, affirmait bill Clinton, la crédibilité était en jeu. Il s'agissait disaient d'une question de « valeurs », de « démocratie » que les États-Unis en tant que nation et « superpuissance mondiale » se devaient de défendre. Mais le Kosovo apparaît comme le plus mauvais remake de toutes les horreurs subies par les populations civiles dans toutes les guerres.

Super Yalta

Chaque missile, chaque bombe larguée sur la Yougoslavie a renforcé la chape du régime de Milosevic et a permis l'exode forcé et le massacre des albanais du Kosovo. Seules la désertion massive de soldats serbes et la manifestation anti-guerre de mètres de soldats ont créé chez les modérés de l'autorité serbe un doute de l'unité d'un peuple face à la guerre.

À présent le diktat de Rambouillet a été remplacé par un plan de paix dont le contenu politique est le même dans ses

principes généraux avec en plus la reconnaissance de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. La force internationale chargée de mettre en œuvre cet accord est sous l'égide de l'ONU avec une présence internationale dont une participation russe, une participation substantielle de l'OTAN sous commandement et contrôle unifié. Proposition qui avait déjà été faite à Rambouillet par la délégation serbe. Si

les affres des nationalismes, de l'instinct de puissance, des rapports de pouvoirs n'avaient pas encore une fois triomphé sur l'amitié, l'entraide, la solidarité, cet accord aurait été obtenu sans guerre.

Néanmoins, il ne faut pas penser que la guerre est totalement finie. Tout d'abord, les séquelles d'un combat entre deux peuples qui revendiquent fanatiquement le même territoire se régleront malheureusement par ●●● page 8



Sous son influence l'accord initial se transforma en diktat. Le lundi 15 mars, sous couvert d'un projet destiné à assurer aux albanais kosovars le droit de vivre libre et en sécurité dans leur province, la chef de la diplomatie des États-Unis avait convaincu la délégation du Kosovo avec à sa tête Hashim Thaqi de l'UCK de signer le projet présenté aux deux parties. Devant le geste d'allégeance aux États-Unis des albanais du Kosovo, les autorités de Belgrade étaient mises dans la situation d'approuver ou de rejeter un projet qui stipulait notamment dans son article 8 que « le personnel de l'OTAN, ses véhicules, vaisseaux, avions et équipe-

ou-rien dont les victimes seront les populations civiles, les travailleurs manuels et intellectuels albanais, serbes, monténégrins et roms de cette région des Balkans. À partir du 24 mars la campagne de bombardements de l'OTAN a utilisé plus de dix milles frappes aériennes. Après avoir détruit les infrastructures économiques, provoqué des désastres écologiques, la stratégie de la guerre aérienne contenait en elle-même l'atteinte des populations. L'augmentation des victimes civiles n'était plus qualifiée de « dommages collatéraux » et l'intensification des bombardements avait enfin pour objectif de semer le chaos et de martyriser, comme à Bagdad, une population dans le but qu'elle se révolte contre son chef.

Depuis ce jour-là, près de 780 000 kosovars albanais ont fui et ont été déportés avec force et violence par les milices, les groupes paramilitaires et une armée serbe au service des ordres les plus

EDITORIAL

Quand il s'agit de rameuter des électeurs potentiels, la gauche plurielle comme ses concurrents, est prête à tout. Et si quelques jeunes des cités, écœurés par la violence quotidienne, crient leur volonté d'agir, la gauche dirigeante ne peut que saisir cette occasion inespérée de ramener aux urnes un électorat potentiel qui les boudait ou les fuyait. Le ras-le-bol légitime de quelques lycéens a donc été illico mis à profit dans un « manifeste » qui fait d'emblée de l'association « STOP la violence », un relais des politiques sécuritaires. On voit aussi se développer localement, toujours menagés par des membres de la gauche plurielle, des « collectifs pour le droit de vivre en sécurité », qui se fixent en gros les mêmes objectifs que la police. Mais la gauche a beau avancer masquée derrière des associations solidaires apolitiques, la sauce ne prend plus, malgré la médiatisation et tous les soutiens dont bénéficient ces nouveaux bidules électoralistes, la manifestation du 29 mai n'a pas rassemblé plus de 2000 personnes.

Les élus de la gauche plurielle, venus en renfort, n'auront sans doute pas été assez discrets, n'ayant pas bien pris la mesure de leur discrédit. Il leur sera de toute façon difficile de redorer leur blason par une opération du type SOS racisme. Le glissement des problématiques qui s'est opéré depuis, d'un antiracisme et antifascisme de façade vers une politique sécuritaire revendiquée ne risque pas de rassurer ceux qui subissent la violence du pouvoir, sans papiers, expulsés, précarisés. S'il est bien sûr légitime pour ceux qui sont victimes de la casse et de la petite délinquance de stigmatiser des comportements qui leur rendent l'existence encore plus difficile, ceux-là n'ont par contre rien à espérer d'une lutte qui met sur la sellette les plus paumés d'entre eux. Face à la violence des restructurations économiques qui jettent des millions de personnes à la rue, face aux guerres meurtrières organisées par les États ou les méga États au profit du capital, il nous appartient de combattre la violence de masse. Dans cet objectif, il ne s'agit pas de créer des associations qui sous-tendent la répression et tentent d'y associer la population. Car c'est donner carte blanche au gouvernement, qui en profite pour ressouder ses rangs militants et nous préparer de nouvelles lois ineptes. Les occasions ne manquent pas en s'organisant, en se regroupant, de militer là où ça dérange. Attaquons-nous aux entreprises qui font du fric et licencient, aux huissiers qui expulsent et endettent les plus pauvres, exigeons les transports gratuits, réagissons face aux menées racistes des entreprises et de l'État. Par ces combats solidaires nous pourrions peut-être enrayer les logiques de ghetto et de division qui nous étouffent.

ISSN 0026-9433 - N° 1168

M 2137 - 1168 - 10,00 F



Les dindons de la tragédie balkanique

MÉDIAS SUR LA BRECHE, diplomatie affairée et politiciens opportunistes sont donc aussi prompts à proclamer la paix au Kosovo qu'ils ont soutenu la guerre, mais avec ce paradoxe énorme : la guerre, en fait, n'a pas été déclarée. Il s'agissait « seulement » de frappes militaires ! Cette nuance pourrait paraître grotesque, ou secondaire, si elle ne masquait précisément la réalité du nouveau désordre mondial. Désormais, les conflits internationaux sont gérés d'une autre manière. Le contingent cède la place aux engins sophistiqués commandés à distance, avions, missiles et autres engins meurtriers. Les parlements sont tenus à l'écart de la décision. Et quelque dédain qu'on puisse avoir pour cette institution condamnée à gérer les inégalités de la société capitaliste, le masque est tombé de sa prétention à représenter la pseudo volonté populaire.

Pour un fait aussi grave que l'entrée en guerre, l'État ne se donne même plus la peine de consulter le peuple et ses prétendus représentants. Il ne faudrait pas que ce cynisme ouvre la voie à des modes politiques encore plus autoritaires, comme un post-fascisme triomphant démagogiquement sur le thème d'un parlementarisme bavard et impuissant. Gageons néanmoins que la social-démocratie musclée, qui, décidément depuis Millerand et l'Union sacrée en 1914 en passant par Guy Mollet (l'aile gauche !) et l'Algérie dans les années cinquante, arrive au pouvoir chaque fois qu'il faut faire la guerre, saura redonner au parlement quelques apparences de nouvelle légitimité. Cette guerre menée à distance par les forces de l'OTAN nous indiquait l'issue probable. D'attaque au sol et de forces armées sur le terrain, il n'y en aurait point. Pour le comprendre, il faut revenir sur les raisons qui ont poussé les États américains et européens à attaquer la Yougoslavie. Les raisons structurelles de la guerre en société capitaliste et singulièrement dans la conjoncture sont assez évidentes : poids du lobby militaro-industriel, surtout aux États-Unis mais aussi en Europe, qui

est à la recherche de nouveaux débouchés et donc de nouvelles guerres pour lester ou vendre sa camelote ; hégémonie des États-Unis, désormais première puissance mondiale depuis la décomposition de l'Union soviétique ; volonté de maintenir l'OTAN, et donc de lui donner de nouveaux objectifs depuis la fin officielle de la guerre froide ; volonté accrue des États-Unis de se comporter comme le gendarme de la planète, complétée par un désir revanchard de narguer la Russie par pays slaves interposés ; confrontation du capitalisme mondial à ses propres crises de surproduction et de sous-consommation, et qui voit dans la reconstruction de la Serbie et du Kosovo un moyen de relancer une partie de la machine économique. Les experts ont déjà chiffré la reconstruction (150 milliards de francs) et les contrats sont probablement en train de se conclure. Mais une fois qu'on a énoncé cette réalité, on a tout dit et rien dit.

Pourquoi les Balkans et pas le Kurdistan

Il faut se pencher sur les situations particulières. Quelles sont les raisons conjoncturelles qui ont poussé l'OTAN à intervenir dans les Balkans ? Pourquoi là et pas ailleurs, alors qu'il existe d'autres Milosevic dans le monde, des pléthores de résolutions adoptées par l'ONU mais non respectées par certains États, à commencer par Israël pour la Palestine, des dizaines de situations comparables au Kosovo comme le Kurdistan, Chypre, Timor, le Sri Lanka ? Que l'on y songe : d'après les chiffres officiels, la guerre au Soudan a fait plus d'un million de morts depuis le début des années 80 ; le génocide au Rwanda a tué plus d'un demi-million de personnes, au Kurdistan turc, plus de trois mille villages ont été détruits entre 1992 et 1998, deux millions de personnes ont été déplacées, le conflit y a fait au moins trente mille morts ; et la guerre particulièrement meurtrière en Afghanistan a provoqué l'exode de quatre millions de personnes,

deux millions de réfugiés au Pakistan et deux autres en Iran... Les médias occidentaux qui se sont focalisés sur le million de réfugiés kosovars ont réussi l'exploit d'occulter tout cela et de semer la peste émotionnelle au sein des opinions publiques occidentales pour qui il n'y avait désormais rien de plus triste que les malheureux Kosovars et rien de plus horrible que le sinistre Milosevic. Pour elles et finalement par elles, il fallait intervenir coûte que coûte. Comme pour la der des ders de 14-18, elles furent le premier dindon de la tragédie balkanique. Les formidables gestes de solidarité sauvent-ils les maigres apparences d'un renoncement politique total ?

rement complexe avec un espace que kosovars et serbes considèrent tous les deux comme étant le berceau de leur nation, donc incessible, inaliénable, mais porteur de tous les nationalismes meurtriers, ingérables à moins d'oublier sa feuille d'impôt ethnique, bref une sorte de Palestine-Israël en Europe... Le vrai facteur du drame, c'est bien cette idéologie du berceau historique, de la propriété exclusive du sol et de l'espace, de l'identification ethnique aveugle et de l'ultranationalisme borné, sanglant et meurtrier qui en découle inévitablement. Tous ceux qui croient à un patriotisme paisible et pacifique devraient en être pour leurs frais...

ténégro, voire la Grèce (avec les Grecs d'Albanie du Sud), et un régime serbe inflexible sur ce point.

L'OTAN invente la purification politique

Quel est donc le meilleur moyen pour régler le problème ? Réponse des États : se débarrasser des kosovars, liquider leur revendication indépendantiste en les affaiblissant par la guerre, l'exode, la défaite politique. Tout en matant les régimes serbe et albanais. Comme le révélait déjà un excellent article de la revue américaine Newsweek du 12 avril dernier, le Pentagone et la Maison blanche avaient été parfaitement informés que toute intervention militaire de l'OTAN déclencherait le plan déjà prévu par Milosevic de « purifier » le Kosovo. L'article soulignait aussi la hargne de la délégation américaine à Rambouillet et de Madeleine Albright qui, depuis plus d'un an, était peu décidée à laisser des issues de négociation au gouvernement serbe. Les dirigeants occidentaux savaient donc parfaitement ce qui allait se passer. C'est justement pour cette raison qu'ils sont intervenus.

Quant à Milosevic, sachant pertinemment que le rapport de forces n'était pas et n'est pas en sa faveur, son objectif est de se maintenir au pouvoir. Peut-être croit-il lui-même que c'est pour le bien de son pays de tenir le plus longtemps possible, quitte à le mettre à genoux. On en a vu d'autres de ce calibre... Tenir suffisamment longtemps, pour sauver la face, c'est-à-dire sauver sa place, et garder un bout de rapport de force, surtout par rapport à l'allié russe. Parions que, même désigné internationalement comme criminel de guerre, l'interlocuteur Milosevic gardera son poste, comme son alter ego Milosevic du moins dans un premier temps, tant qu'il sera incontournable. Autre dindon de la tragédie, le peuple serbe en sera réduit à panser ses plaies.

Car dans un second temps, il faudra gérer la situation du Kosovo. Sauf revirement, aucune partition ne sera effectuée, et encore moins un rattachement à l'Albanie. L'UCK indépendantiste, et donc sécessionniste, ne figure même pas comme partenaire de la « paix », elle doit même être désarmée. Avec elle disparaît la revendication de l'indépendance. Financée par la drogue et armée par la CIA, l'UCK aura été manipulée jusqu'au bout. Autre dindon, elle ne pourra guère compter sur le soutien des quelques exaltés qui, en Occident, l'encourageaient sous prétexte qu'elle était censée représenter les opprimés et qui, bernés, vont enrouler leur nouveau drapeau dans le linéol sanglant des luttes de libération nationale.

● ● ● page 3

Manifestation contre les guerres et les nationalismes

à l'initiative de la F.A. et d'autres organisations antimilitaristes et libertaires

le 13 juin à 11 heures place de la Bastille

pour se rendre à Paris, voir « agenda » page 8

Alors pourquoi l'OTAN est-elle intervenue ? Au-delà de la situation locale particulièrement explosive des Balkans, dont tout un chacun devrait désormais savoir qu'elle est à la charnière de plusieurs mondes, catholique et orthodoxe, chrétien et musulman, ex-austro-hongrois et ex-ottoman, slave et non-slave, développé et sous-développé : bref, tout un discours qui vise à expliquer les déchirures par des causes ethnoculturelles presque autant qu'à les justifier, du genre chacun chez soi et les vaches seront bien gardées ; le Kosovo représente en effet une épine dans le nouveau désordre mondial.

D'un côté, un État serbe choqué par l'explosion de l'ex-Yougoslavie, un Milosevic élu sur des bases nationalistes, ayant fondé sa nouvelle politique sur le dos du Kosovo revendiqué comme serbe, mais majoritairement occupé par des Albanais musulmans qui en ont assez de subir l'oppression de l'État serbe. De l'autre, un État albanais qui sort exsangue du totalitarisme maoïste d'Enver Hoxha, dont l'avenir démocratique radieux ne se révèle être qu'un chaos de mafieux, de politiciens véreux et de citoyens manipulables. Dans les deux cas, des régimes difficilement contrôlables et une situation particulière-

L'intervention de l'OTAN prend en compte cette situation, mais pour d'autres objectifs. La ligne politique des États hégémoniques est relativement simple depuis la seconde guerre mondiale : on ne touche pas aux frontières internationalement reconnues. Car si on admet de les modifier pour satisfaire telle ou telle revendication, on ouvre la boîte de Pandore, on crée des situations chaotiques et ingérables. Les exceptions à cette règle de Yalta, et depuis la chute du mur de Berlin, de super-Yalta, se comptent sur les doigts d'une seule main, et encore, car dans la plupart des cas, il s'agit d'un retour à des frontières antérieures (Viet Nam, Allemagne, Erythrée...) Voilà pourquoi la Bosnie pouvait être ensanglantée sans intervention de l'OTAN, ni aérienne ni a fortiori terrestre, car malgré les apparences, ni le régime croate ni le régime serbe ne voulaient en modifier les contours extérieurs, n'ayant pas les moyens qui de leur grande Croatie qui de leur grande Serbie. Au moins dans un premier temps. La situation est différente au Kosovo, avec une grande Albanie potentielle réclamant les terres irrédentes du Kosovo qui aurait remis en cause les frontières avec la Serbie, la Macédoine, le Mon-

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris Directeur de publication : J. Toublet Commission paritaire n°55 635 Imprimerie : Les Informations dieppoises SA, 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe. Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - La Vigie

Souscription Monde libertaire

Mai 1999 : Callas : 350 F. Corbel, Puech : 200 F ; Putigny, Dedet : 55 F ; Blanc P, Durand B, Vacher, Compagnon F, Boucher M, Claude E, Bellaton, Guibert L, Ronco P, Troadel Y, Adelin, Masurel, Gillet : 50 F. Total = 1310 F.

L'Europe d'Etat aux urnes... Les Européens dans la rue!

LES ACCORDS DE MAASTRICHT n'avaient pas suffi à dévoiler le vrai visage de l'Europe qui se construit selon les volontés des oligarchies économiques et politiques de l'ancien continent. Les deux mois de guerre dans les Balkans suffiront-ils à convaincre les citoyens européens de la vraie nature de leurs gouvernants et de l'accord de pouvoir infâme qui est à l'origine du projet d'unification continentale? Cette question se pose alors que s'approche l'échéance du 13 juin, qui devrait relancer sous l'égide des partis sociaux-démocrates - au pouvoir dans de nombreux pays de l'Union - le processus de renforcement de l'exécutif. En effet, ce renforcement est indispensable à l'accélération de l'homogénéisation économique et financière de la région, en ce moment d'intense fébrilité internationale.

Il devrait à présent pourtant être clair que l'Europe qui se construit est une Europe qui revendique son rôle impérialiste, même si elle est encore momentanément dominée par les États-Unis, une Europe dont la puissance économique se doit de se trouver un équivalent politique dans le « concert des nations ».

L'Europe, un méga Etat capitaliste

La forteresse Europe, construite suite aux accords de Schengen, est nécessaire à ce projet: réglementer l'immigration en fonction des nécessités économiques, ce qui signifie également utiliser la croissance démographique comme instrument de déstabilisation (et donc de chantage) des régions économiquement dépendantes, tout en s'assurant une main d'œuvre fraîche, hautement flexible, sur le front intérieur. Un

front intérieur qu'il faut d'ailleurs gouverner et affaiblir, par la désagrégation progressive des capacités du mouvement des travailleurs grâce aux politiques de restructuration du marché du travail et de l'organisation de la production. Précarité, chômage, flexibilité, réductions des salaires sont devenus aujourd'hui les mots d'ordre d'un modèle appliqué partout. Modèle unique, dû à la globalisation du capitalisme, et imposé par un marché libéral protégé par la menace brutale du pouvoir de l'État. Les termes « gauche » et « droite », dans ce contexte, perdent leur sens, car tous deux tendent vers la même direction. La différence se joue uniquement au niveau de la capacité de gérer socialement le processus. Et, à ce sujet, l'état des libertés en Europe est fondamentalement compréhensible à quel point celui-ci dépend de la stabilité réelle du pouvoir: le recours à la mystification, à la ca-

CONSTRUISONS L'EUROPE



lomie, à la menace, à la répression, vont de pair avec la nécessité de s'assurer le soutien de la population par tous les moyens. Empêcher la formation d'une réelle opposition sociale à ce projet est en réalité fondamental pour en garantir le succès comme il est fondamental d'associer les classes moyennes, alliées traditionnelles de l'État, à la répartition des richesses. D'où qu'on l'observe, cette Europe semble une grande cage au sein de laquelle une totale liberté de mouvement (et de spéculation) est offerte aux capitalistes, mais qui réserve un présent de difficultés et un futur d'exclusion sociale croissante aux chômeurs, marginaux, immigrés, travailleurs de plus en plus précaires. Une Europe qui s'est engagée avec désinvolture sur la voie de la guerre comme instrument de régulation des conflits et qui préfigure un scénario de militarisation croissante comme forme de contention des conflits

sociaux. Cette Europe ne nous plaît pas et nous la refusons en bloc en lui opposant une vision égalitaire et fédéraliste des rapports sociaux et régionaux entre les peuples du continent, en relation ouverte et solidaire avec tous les peuples du monde. Une vision qui combat l'autoritarisme, le centralisme, le nationalisme, et qui désigne dans l'État européen naissant un nouveau pilier de l'ordre mondial, cet ordre qui se nourrit de l'exploitation et de l'oppression des classes populaires. Se refuser à participer aux élections européennes, c'est déclarer son opposition propre et nette à tout cela, c'est affirmer son refus de se faire enrôler dans les bataillons de l'impérialisme européen, c'est prendre position pour un monde sans frontières, sans États ni patrons.

Secrétariat
de l'Internationale des
Fédérations anarchistes.

Homo, hétéro ou bi, la sexualité est un choix, pas une contrainte!

CETTE ANNÉE ENCORE, LE MOIS DE JUIN SERA l'occasion pour beaucoup d'homosexuels de descendre manifester dans la rue lors de la Lesbian & gay pride. En effet, le droit de vivre sa sexualité comme on l'entend est loin d'être reconnu, et pour de nombreux individus, il est impossible de vivre son homosexualité à visage découvert. Mais cela n'est pas étonnant dans une société où « pédé » et « enculé » tout comme « femmelette », sont des insultes visant à humilier la personne, ce qui en dit long sur le concept de l'homme et de la femme qui est véhiculé. Les médias nous abreuvant d'images de couples hétéros épanouis avec une vision de l'homme viril et fort à décourager toute tentative de sortir des sentiers battus.

Dans un tel contexte, il est dur de croire que c'est avec le PACS qu'on entamera une lutte active contre l'homophobie ambiante. Le projet, pourtant à l'initiative d'associations homosexuelles, a été repris à bon compte par les institutions,

le vidant de son sens. Si le PACS arrangera sans doute le quotidien de certains, dans les faits il ne s'agit absolument pas d'une reconnaissance du couple de même sexe, mais d'une simple formalité administrative dans un quelconque bureau de la préfecture. C'est une occasion de plus pour l'État d'asseoir son contrôle sur nos vies en sachant qui vit avec qui et quand.

Pendant que ce projet de loi se promène gaiement du Sénat à l'Assemblée, perdant à chaque fois un peu de sa teneur, la situation n'évolue pas beaucoup. Il s'agit juste du droit de chacun de vivre avec la personne de son choix et de choisir sa sexualité sans devoir obéir aux injonctions d'un modèle dominant. Aussi nous vous appelons à venir nombreux le 12 juin à Lyon à la Lesbian and gay pride pour revendiquer le droit de vivre nos désirs loin de tout ordre moral, religieux ou politique.

groupe Durruti (Lyon)

Les dindons de la tragédie balkanique

Reste la solution de l'autonomie du Kosovo. Cela tombe bien, elle est toute prête: Ibrahim Rugova est là qui l'incarne déjà, et qui est toujours resté en contact avec Milosevic. Il suffit de s'entendre sur le degré de cette autonomie: Mais, après tout, elle a déjà existé dans le passé, sous Tito. Elle peut donc resurgir, plus performante éventuellement pour satisfaire les uns et les autres. Il est alors possible que, dans ce second temps, si Milosevic s'avère décidément trop négligent, il soit remplacé par une équipe plus ouverte, du genre Draskovic par exemple, qui pourra sauver la face serbe avec un discours sur le « nouveau yougoslavisme », la relance de la « démocratie fédéraliste » et « le Kosovo encore avec nous ». Citoyens médiatisés, préparez-vous! Vous allez voir le traître Rugova, celui qui serrait la main de Milosevic et qui était donc son otage, redevenir le « Gandhi des Balkans »: sage, éclairé, modéré, responsable... Vous découvrirez des reportages détaillés sur l'infâme réalité de l'UCK, ultranationaliste, déchirée par des fractions extrémistes,

post-maoïstes, sur ses financements occultes, sur les exactions même... Exit l'UCK qui deviendra le PKK des Balkans, objet de tous les rejets démocratiques... Quant aux Kosovars, ils mettront du temps à s'en remettre. Tous ne reviendront pas au pays. Ceux qui rentreront devront reconstruire. Entretiens, ils auront vu le chaos et la misère de leur voisine Albanie et, quelque part, ils préféreront le moindre développement économique serbo-yougoslave au sous-développement albanais. Les autres écœurés, tenteront leur chance en exil. En tout état de cause, le peuple kosovar sera laminé. Mais n'était-ce pas l'objectif? Il fallait le mettre sur les routes ou sous l'éteignoir, voilà pourquoi l'attaque terrestre qui aurait pu limiter les dégâts n'allait certainement pas se faire! Une telle attaque, avec ses fronts, ses guérillas, ses kamikazes serbes, ses soldats occidentaux tués, sa partition sur le terrain entraînant une partition politique indésirable, allait trop compliquer la situation. Non, décidément non, cela n'entraine pas dans le plan d'ensemble.

Mais le pire, c'est que cette idée d'intervention terrestre a été avalisée auprès des opinions publiques européennes, via une majorité d'intellectuels qui se sont couchés devant la stratégie américaine. Nous payons là les fruits d'un aveuglement qui a débuté avec la tragédie bosniaque. La peste émotionnelle a triomphé, qui, à coup d'images et de témoignages, se repaît du drame d'une partie des populations et trace des « lignes rouges » artificielles dans les nouveaux camps manichéens du monde contemporain; on retrouve d'ailleurs là toute l'ambiguïté d'une division de la société en fascistes et antifascistes. Elle nous prépare d'autres drames, d'autres interventions, d'autres impasses. Pendant ce temps-là, chômeurs, Rmistés, précaires, petits salariés n'auront qu'à bien se tenir, et à bien voter, comme pour les prochaines élections européennes qui, — mais quel hasard! — arrivent à point nommé pour entériner le nouvel ordre européen de Schengen et de l'OTAN réunis.

Philippe Pelletier

Faits d'hiver Droit de garde

Un p'tit môme de la DDASS de 10 ans placé depuis 10 ans moins trois mois dans une famille d'accueil du Doubs, vient d'être retiré brutalement de chez les Richard.

Motif de cette décision gravissime: le petit Stéphane est davantage considéré comme un fils adoptif que comme un enfant placé, ce qui, mais c'est bien sûr, pose problème dans les non rapports de cet enfant avec sa mère « naturelle ».

En clair, on reproche aux Richard de trop aimer cet enfant.

On croit rêver!

Mais on ne rêve pas. La DDASS, depuis toujours, contre l'évidence des faits (très souvent des abandons purs et simples entrecoupés de quelques rares velléités de contacts virtuels), a toujours privilégiée les liens du sang par rapport aux liens du cœur.

Peu importe que Stéphane vienne de fuguer pour rejoindre ses VRAIS parents, le droit du sang, de la bêtise et du plus fort administratif régit aujourd'hui le droit de garde.

Dans le même temps, l'honorable ancien ministre des affaires étrangères socialiste de Mitterrand, l'honorable ancien président du conseil constitutionnel d'hier, l'honorable avocat du *Canard enchaîné* qui lors de l'affaire des diamants offerts à Giscard d'Estaing par un certain Bokassa faisait se pâmer la cour à l'énoncé de ses diatribes contre la corruption, l'affairisme... a obtenu la garde des pompes à 11 000 balles et des statues à lui « offert » par une bécaisse de paille avec les sous d'ELF et donc les nôtres.

Le droit des coquins et des copains socialistes à la mie de pain régit donc le droit de garde.

Il y a 10 ans, les nationaux-communistes et autres fascistes rouges de cette Chine qu'on tant chanté les bovins à la Peyrefitte et les blaizeaux à la July se sont emparés de l'espoir qui était en train de naître à Tien An Men et ont été, *business is business et real politik* oblige, adoubs par les maîtres du monde.

Le droit de garde d'une liberté qui un jour ou l'autre finira, tout le monde le sait, par balayer les derniers bâtards hébétés de médiocrité du stalinisme, est donc régi par la lâcheté affairiste des forts en gueule (contre les nains édentés d'Irak ou de Serbie) de la démocratie bourgeoise.

On ne se gardera jamais assez de tous les droits de garde!

Jean-Marc Raynaud

En Belgique comme en Corse... Le poulet est faisandé

LA GAMME DES PRODUITS alimentaires et le répertoire des histoires belges se sont enrichis d'un nouvel élément: le poulet à la dioxine. Suite à une contamination de la nourriture pour volaille par de la dioxine (appartenant à la catégorie n°1 des substances cancérigènes, ce polluant se fixe dans les graisses et contamine la chaîne alimentaire), le ministre belge de la Santé vient de décider que tous les œufs et poulets produits en Belgique devaient être retirés de la consommation, ainsi que les produits dérivés. La Commission européenne a ordonné la destruction immédiate des produits contaminés. Quatre pays sont concernés par la contamination: la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. Au cœur du problème, une nouvelle fois, les farines animales dans les élevages industriels.

Un hebdo américain, « US News and World report » confirmait en septembre 1998 que, pour abaisser leurs prix de revient, de plus en plus d'éleveurs américains glissaient dans la nourriture de leur cheptel (moutons, vaches...) de la fente de poulet, particulièrement économique (plusieurs consommateurs tomberont gravement malades). Suite à l'affaire de la vache folle, l'administration fédérale ayant interdit l'usage des déchets d'abattoir comme « nourriture pour bovins et ovins », les éleveurs se rabattent sur n'importe quoi. « Les industriels de l'alimentation animale, écrit l'hebdo, et les éleveurs ont également commencé à utiliser, ou du moins à essayer, les ordures ménagères déshydratées, les huiles de friture

des restaurants et les graisses recueillies dans les filtres, la poussière des cimenteries, voire le papier journal et le carton fabriqués à partir de cellulose ». Récemment, une enquête réalisée en France révélait: « l'utilisation des boues de station d'épuration dans les farines destinées à l'alimentation animale [...] semble (« semble », ce n'est même pas sûr!) répandue au niveau national. » Or ces boues contiennent notamment des métaux lourds dangereux pour la santé. Concernant cette affaire récente, l'enquête vétérinaire belge a retrouvé chez le fabricant incriminé de la graisse de friture vendue sous l'appellation « graisse animale ». Mais surtout, nous apprend Le Figaro (une fois n'est pas coutume): « Des

traces d'hydrocarbures relevées dans les lots suspects (de farines animales) font penser à un recyclage sauvage d'huiles de vidange de moteur ». S'agirait-il de transformer nos piteux volatiles en vrombissantes Formule 1 ?

La complicité des pouvoirs publics

Un comité interministériel sur les dioxines a été mis en place en juin 1997 afin d'évaluer l'exposition de la population française. Mais le financement des recherches stagne (étonnant, non ?) : il y a une véritable carence de financement des études sur les mécanismes d'action de la dioxine sur la santé humaine ou du suivi épidémiologique », déclare J-F Narbonne, président du comité. Pour ne pas contrarier quelques intérêts supérieurs, peut-être ?

En Belgique, le responsable de la santé aurait suspendu la licence d'un expert vétérinaire flamand qui avait au mois d'avril, averti les départements de la santé et de l'agriculture sur le risque de contamination. L'expert avait relevé dans la graisse de poulet des taux de dioxine 1500 fois supérieurs à la normale (Le Monde du 3 juin 1999). Les autorités belges savaient depuis le 26 avril que des graisses contaminées à la dioxine avaient été introduites en janvier dans du fourrage; le ministre de l'Agriculture aurait tardé à prendre des mesures adéquates pour ne pas déplaire au Boerenbond, la principale organisation agricole flamande (l'équivalent de notre FNSEA)!

Cette affaire dépasse de loin le seul domaine d'une agriculture aux mains des firmes agroalimentaires pour atteindre le domaine plus vaste de la santé publique, où un laxisme consternant, et même une complicité active, autorisent toutes les fraudes. Que l'on se souvienne des précédents:

- le scandale du sang contaminé qui a mis en lumière, à travers les dérapages successifs, les défaillances de l'organisation générale et du fonctionnement de l'administration en France;
- l'affaire de la vache folle qui illustre de la même manière les impératifs de rentabilité, le gouvernement Thatcher abandonnant au marché et aux industriels des responsabilités jusque-là du ressort des services publics;
- le problème de l'amiante qui a déjà causé la mort de plusieurs milliers de personnes;
- le drame de l'hormone de croissance qui met en évidence, là aussi, le manque de rigueur, les négligences, en dépit des mises en garde.

Une mobilisation indispensable

Face à ce nouvel épisode, que proposent les pouvoirs publics ? Un programme général de surveillance (un de plus), des missions d'inspection, des mesures visant à contenir la menace sanitaire, des élevages mis en quarantaine, des prélèvements en vue d'effectuer des dosages. Un principe de précaution a posteriori, mais rien qui ne mette en question la globalité d'un système dominé par la notion de rentabilité financière à court terme.

Si les consommateurs ne se mobilisent pas massivement contre la dégradation accélérée de l'alimentation industrielle (entre autres), nous allons au-devant de risques sanitaires graves. La sécurité alimentaire, la santé, la dignité, l'égalité économique ne se gagneront jamais en succombant aux promesses électorales, mais en manifestant une volonté farouche de la population d'organiser elle-même la société qu'elle entend construire.

Jean-Pierre Tertrais - groupe La Commune (Rennes)

La course effrénée au profit

Liberté du marché oblige ! Pour réduire les coûts de production, des fabricants moins scrupuleux s'approvisionnent au meilleur prix. En 1996, en partie sous l'effet « vache folle », la consommation de volaille s'est très sensiblement accrue en Europe. Les pays « en voie de développement » consommant également de plus en plus de produits avicoles, les échanges commerciaux se développent. Chacun s'efforce d'augmenter ses exportations dans un marché mondial en rapide progression. La clef nous est donnée par un professionnel de la filière: « Il faudrait réduire le niveau d'investissement. Car il est de 600 F par mètre carré en France contre moins de 300 F au Brésil et aux États-Unis. Il faut monter des bâtiments moins coûteux et éviter de créer des surcoûts. » Nous y voilà ! Les bénéficiaires passeront avant la santé des consommateurs !



Double peine : une loi raciste que la gauche préserve

Combien de temps faudra-t-il pour que cette discrimination que l'on nomme « double peine » disparaisse à jamais de l'arsenal répressif de l'État? Aujourd'hui, 3000 à 4000 personnes par an sont victimes d'une interdiction de territoire français (ITF) après avoir purgé une peine de prison supérieure à un an pour un délit. Le tort de ces personnes? Ne pas être « français de souche ». Une loi que les Le Pen et consorts ne révent plus puisque déjà en place et appliquée depuis de nombreuses années par tous les gouvernements. Pour parvenir au pouvoir, la gauche plurielle avait, comme d'habitude, sorti des promesses fortes, notamment l'abrogation des lois Pasqua-Debré et l'abolition de la double peine. Cela ne fut évidemment pas fait: réalisme oblige. La lutte des sans-papiers reprenait ainsi que la lutte contre la double peine.

Le repli communautaire : un piège

Il y a tout juste un an, à Lyon, une grève de la faim fut entamée par dix personnes touchées par une ITF. Cette opération se déroula dans les locaux du JABL (Jeunes arabes de Lyon et banlieue) qui souhaitait d'ailleurs mener l'opération seul et n'entendait pas étendre la lutte à d'autres que ces dix personnes, et encore moins faire le lien avec les sans-papiers. Par contre, pour obtenir du « soutien » et des médiateurs le JABL (qui a dans ses rangs une députée Verts) contacta

des personnalités « morales » telles que l'archevêque Balland, le grand rabbin Werstenschlag ainsi que le grand mufti Chirane. Avec une telle démarche (isolement et négociation politicienne), la Fédération anarchiste de Lyon n'était pas la bienvenue sinon pour un soutien moral aux grévistes. Une occupation du local PS eu cependant lieu, à laquelle nous avons pu participer.

Au bout de cinquante jours, Chevènement décida de nommer une commission de réflexion sur le sujet (Commission Chanut-Guigou) pour donner un « traitement humain » à ces dix cas. Comme humanité, vu par la lognette de l'État, il ne fallait pas s'attendre à beaucoup. Eh bien, le résultat de cette commission fut zéro: les grévistes de l'an dernier sont toujours menacés d'expulsion.

Lila en grève de la faim à Lyon

Moncef, époux de Lila, est un des de ces bannis. Pour lui, le résultat de la fameuse commission Chanut-Guigou fut de demander un relèvement de son ITF à la justice. La cour d'appel de Lyon le lui a refusé. C'est pour exiger la fin de cette menace d'expulsion pour Moncef que Lila, mère de quatre enfants, a entamé une grève de la faim depuis le 4 mai à Lyon. À l'heure où ces lignes sont écrites, elle poursuit sa grève de la faim.

Les élections étant proches, une pléiade d'organisations soutiennent l'action (plus d'une vingtaine dont le PCF et les Verts) mais

dans les faits, la mobilisation est quasiment nulle de leur part. Lors du dernier rassemblement (30 mai), soixante personnes étaient présentes. Les élections européennes, ça occupe!

Comme pour la lutte des sans-papiers, les partis politiques et organisations de gauche font le moins de bruit possible sur ces problèmes liés aux pratiques sécuritaires et xénophobes de l'État. Et ils font même tout pour que les actions soient désespérées et qu'elles se situent sur le terrain du « cas par cas ». Nous constatons que cet isolement des luttes ne fait que renforcer l'attitude charognarde des gouvernements. Pour faire face aux drames créés par les lois racistes comme la double peine, un élargissement et une radicalisation de la lutte est la seule solution, notamment avec les sans-papiers. A cela il faut ajouter une méfiance vis-à-vis de tous les parasites politiques (petits ou grands, actuels ou futurs) qui surfent dans les collectifs de soutien pour obtenir des voix aux élections et étouffent les affaires plutôt que de les mettre sur la place publique.

Après plus de 30 jours de jeûne, Lila va-t-elle en sortir indemne? Pas sûr... Une solution de charité sera sûrement trouvée. Le problème restera entier pour des milliers d'autres individus. La Fédération anarchiste continuera à œuvrer pour créer un rapport de force qui fasse plier l'État sur cette loi de la double peine comme sur toutes les lois qui confortent les thèses fascistes des nationalistes de tous poils.

Manu - groupe Dejacque (Lyon)

Italie : communiqué de la Fédération anarchiste italienne Criminalisation des antimilitaristes

L'OTAN BOMBARDE LES BALKANS, LE RÉGIME DE BELGRADE applique l'épuration ethnique au Kosovo, le gouvernement D'Alema et les médias du régime bombardent le syndicalisme de base et préparent le nettoyage ethnique de ceux qui s'opposent à la guerre.

A propos du meurtre de D'Antona, la question qui se pose n'est pas de savoir si l'homicide est l'œuvre de nouvelles Brigades Rouges ou de forces à la botte de pouvoirs cachés situés à Rome ou Washington. Nous n'estimons pas non plus qu'il soit important de juger si le document signé Brigades Rouges est en partie acceptable ou s'il faut le rejeter en bloc. Ces questions, nous les laissons aux responsables du meurtre de D'Antona (que se soit les Brigades Rouges ou d'autres individus, ils ne représentent en aucune façon les intérêts de ceux qu'ils prétendent défendre dans leur document) ainsi qu'au chœur béant des « assis » de l'Etat, aux charlatans et hargneux qui assènent leurs verbiages à la radio, à la télévision et dans les journaux. Ce qui doit nous intéresser est plutôt que, aujourd'hui, les appareils répressifs de l'état italien, grâce à ce meurtre, ont entre leurs mains le prétexte pour pouvoir criminaliser quiconque continue à s'opposer au terrorisme de guerre (pardon, de l'intervention humanitaire) que les troupes de Milosevic et de l'OTAN appliquent actuellement dans les Balkans. Nous étions donc nombreux, le jour suivant le meurtre de D'Antona, symbole d'un pouvoir opprimant et exploitant les forces travailleuses, à penser que cet attentat n'était qu'un

prétexte voulu par ce même pouvoir afin de donner une leçon à tous ceux qui, le 13 mai, se sont permis de faire grève contre le massacre des peuples des Balkans, et ceci sans demander la permission aux gendarmeries syndicales de CGIL-CISL-UIL ni aux gendarmeries parlementaires, qui couvrent par des contorsions honteuses pseudohumanitaires et pseudopacifistes une guerre que l'Etat qu'ils disent représenter n'a jamais déclaré, uniquement pour sauver la face par rapport au fameux article 11 (1) de sa propre constitution.

Ils ne nous feront pas taire!

Et de fait, cette pensée a été rapidement confirmée. Tout d'abord, il y a quelques jours de cela, par l'italien approximatif de Di Pietro, qui a désigné les milieux syndicalistes comme étant les lieux de maturation du crime; ensuite, aujourd'hui, par les déclarations de Del Turco qui visent de manière toujours plus explicite à la criminalisation du syndicalisme de base. En même temps, le battage médiatique de la presse de régime, d'une main minimise complètement la grève générale du 13 mai (mobilisation contre la guerre de centaines de milliers de travailleurs), et de l'autre gaspille des quantités d'encre en prenant comme prétexte un meurtre pour calomnier un ensemble de travailleurs et d'individus, dont la seule erreur est de ne pas se reconnaître dans la politique destructrice intérieure comme extérieure du gouvernement D'Alema. À tel

point qu'il nous paraît légitime de nous demander: le gouvernement va-t-en-guerre de D'Alema (n'oublions pas de la dure violence policière subie par les manifestants le premier mai à Turin et le 13 à Florence), que serve de l'impérialisme américain, n'est-il pas en train de se préparer à l'intervention militaire terrestre des troupes de l'OTAN dans les Balkans? Et, pour pouvoir mener en toute tranquillité une telle opération terroriste, n'aurait-il pas besoin de criminaliser les forces syndicales et autres qui, depuis le début du conflit, revendiquent haut et fort dans la rue leur opposition à la guerre?

La Commission de Correspondance de la Fédération Anarchiste Italienne, organisation engagée, dès le début du conflit des Balkans, dans une campagne nationale d'initiatives antimilitaristes, dénonce la campagne de criminalisation du pouvoir comme une nouvelle chasse aux sorcières. Elle adresse un appel pressant à tous les antimilitaristes sincères et à tous ceux qui s'opposent dans le monde du travail et partout ailleurs au terrorisme de Milosevic et de l'OTAN à ne pas plier face à la répression croissante et à protester avec plus de force et vigueur dans les rues pour mettre fin à la folle barbare des états et du capital qui continuent de semer destruction et mort dans les populations des Balkans.

Commission de correspondance de la Fédération anarchiste italienne

(1) l'article 11 de la constitution italienne exclut le recours à la guerre

Bologne, 1-4 juillet 1999: 16^e meeting anticlérical

PLUS DÉTERMINÉS QUE JAMAIS, nous préparons à nouveau le meeting anticlérical. C'est Woytilla qui nous l'impose, lui qui continue à faire la loi en Italie et à l'étranger. Meeting rendu nécessaire aussi par « Communion et libération » qui, avec les milliards d'Andreotti et de ses compères, continue à organiser des meetings « des peuples » (respectueux et obéissants) à l'honneur et à la gloire de la papauté et des dirigeants qui doivent disputer à l'Opus Dei les grâces de la hiérarchie vaticane. Le gouvernement italien aussi (de droite comme de gauche, en dépit des anticléricals qui attendent une nouvelle brèche pour se mettre en mouvement) nous l'impose puisqu'il négocie avec curies et hiérarchies ecclésiastiques l'entretien du clergé, la doctrine catholique dans les écoles publiques, le financement public aux écoles privées et catholiques, le soutien financier aux organisations catholiques humanitaires (le ministère des politiques sociales dépense 17 000 milliards de lires par an). En contre partie, ces organisations donnent leur aval moral aux bombardements de l'OTAN. Le conseil régional de l'Emilie-Romagne a approuvé, sous les bombes de l'aviation de l'OTAN, la loi régionale « Rivola » après la manifestation de 20 000 personnes qui s'y opposait à Bologne le 27 février, loi contestée par

le mouvement populaire et étudiant ces derniers mois.

Les meetings anticléricals, nous en sommes parfaitement conscients, sont peu de chose par rapport à la masse des problèmes que nous pose l'action du cléricalisme, c'est pourtant mieux que le silence ou le bougonnement. Préférable aussi aux manœuvres de couloirs qui opèrent dans les bâtiments politiques et dont chacun connaît les résultats.

Depuis 16 ans, les meetings anticléricals constituent la rencontre nationale (dans certains cas même internationale) et annuelle des femmes et des hommes, des associations et des cercles qui aujourd'hui, en Italie, veulent affirmer leur liberté de jugement de pensée et d'action par rapport aux préceptes doctrinaires moralisateurs et réactionnaires du cléricalisme.

Pour 1999, la nouveauté, c'est que le meeting anticlérical ne se déroulera pas dans l'habituelle et accueillante région de Fano mais à Bologne, ville « rouge », avec le cardinal le plus réactionnaire d'Italie, avec l'espoir que l'an prochain, 2000 de l'ère chrétienne, à l'occasion du Jubilé papal, le meeting anticlérical ou une autre initiative puisse se dérouler à Rome.

Pour le meeting de cette année, nous voulons confirmer le caractère populaire ironique et provocateur de notre initia-

tive. Populaire, parce que le meeting anticlérical est principalement une occasion de fête et de rencontre « à la lumière du soleil » des athées, incroyants, libres penseurs, des femmes lesbiennes, des homosexuels, des bouffeurs de curés et de celles et de ceux qui se moquent éperdument des prêtres. Ironique, parce qu'à Bologne aussi, nous débaptisons tous ceux qui voudront déclarer publiquement leur désertion de l'armée papale. Provocateur parce que nous ne prendrons pas de

gants pour ce qui est du ton de nos interventions sur les thèmes en discussion.

Toutes et tous à Bologne donc du 1er au 4 juillet. Les conditions d'organisation et logistiques permettent d'espérer une bonne réussite du meeting. Il y aura la possibilité de camper sans que les flics et les gendarmes ou les dames de Saint Vincent ne viennent nous casser les pieds. Il y aura l'habituelle cuisine anticlérical et le vin... Concerts, représentations, distractions variées. Fête donc,

et aussi débats, conférences, films, tables rondes, la librairie du cercle Papini et les banquets des associations anticléricals.

Circulaire de l'Association pour le Sbatezzo.

c/o Circola Papini
via Garibaldi 47 - 61032 Fano
Internet : <http://www.abanet.it/papini/index.htm>
e-mail : papini@abanet.it
Lieu du meeting: angle viale Togliatti, via della Pietra. Bus 19 arrêt « Ponte Reno ». Bologne.

Italie: terrorisme et répression sociale

DANS LE ML N° 1166, DATÉ DU 27 MAI, nous faisons part de la forte mobilisation sociale italienne contre la guerre ainsi que de la réponse violente et intimidatrice de l'Etat italien face à cette contestation. L'assassinat du conseiller du ministre du travail, Massimo D'Antona, revendiqué par de fantomatiques « Brigades Rouges », a fourni un prétexte aux tenants du pouvoir afin d'accroître la criminalisation de tous ceux qui s'opposent à la guerre et qui refusent de collaborer avec le régime.

Nous ne nous attarderons pas sur des hypothèses au sujet des réels commanditaires de l'assassinat, qu'il s'agisse d'une organisation minoritaire qui a opté pour la lutte armée, d'une manipulation de l'Etat, des services secrets, de l'extrême droite... l'intérêt n'est pas là. L'intérêt de ce crime « politique » réside dans les conséquences qu'il engendre pour le mouvement contestataire. Dès la nouvelle de l'attentat, les déclarations calomnieuses ont fusé, invitant les autorités judiciaires à rechercher dans le syndicalisme de base et dans les centres sociaux les responsables du meurtre (à ce sujet lire sur cette même page le communiqué de la Commission de Correspondance de la Fédération anarchiste italienne). Les enquêtes vont donc bon train: à Imola, dans la nuit du 25 au 26 mai, la police et les carabinieri ont effectué des perquisitions chez des camarades adhérents aux « Gruppi Anarchici Imolesi ». À Bologne, la même nuit, une jeune femme de 25 ans a été arrêtée au cours d'une perquisition d'un local « anarchiste », elle est inculpée de résistance et violence à agent. Des scellés ont été placés au local. Dans la province de Vérone, suite à la grève contre la guerre appelée par les syndicats de base, les carabinieri ont appelé la direction des écoles afin d'obtenir les noms des grévistes...

Parallèlement à ce nouveau tour de vis répressif du régime, le meurtre de D'Antona a permis au gouvernement et aux syndicats nationaux de ressouder leurs rangs

et de se refaire un blason démocratique et républicain auprès de la population. D'Antona a été immédiatement érigé en symbole d'une classe dirigeante dont le seul tort est d'être réformatrice et de vouloir faire avancer les choses pour le bien-être de la population tout entière.

Face à cette situation, il paraît capital de remettre les pendules à l'heure, et pour une fois, la presse « bourgeoise » française a bien fait son travail (voir l'article dans *Le Monde* du 23-24 mai, intitulé « La gauche italienne, convertie à l'Europe de Maastricht, a pacifié les relations sociales »). De fait, D'Antona, un technocrate d'Etat, proche de la CGIL (syndicat majoritaire en Italie), a participé activement à la mise en place du plan pour l'emploi (adopté le jour de ses funérailles) pour la période 1999-2003. Ce plan prévoit entre autre l'abaissement des impôts touchant les classes moyennes, la modération de la hausse des salaires, l'abaissement du coût du travail, l'augmentation de la flexibilité... en somme, des réformes en accord avec la politique social-démocrate en vigueur un peu partout en Europe. Alors que la fin des bombardements en Yougoslavie semble s'annoncer, l'utilisation politicienne du meurtre de D'Antona permettra certainement de maintenir la chape de la répression protégeant ainsi l'Etat italien et ses réformes contre les mouvements sociaux. Ceci confirme une fois de plus le caractère absurde et contre-productif, voire suspect d'actions violentes isolées. L'histoire a déjà démontré la vacuité et les risques de telles stratégies.

Bien entendu, nous sommes solidaires des camarades anarchistes italiens et plus généralement, de toutes les victimes de la répression de l'Etat. Nous dénonçons les tentatives de criminalisation des mouvements sociaux, en Italie, en France et partout ailleurs et appelons tous et toutes, en ces temps de guerre, d'élections et de capitalisme triomphant, à se mobiliser contre le cynisme des capitalistes et des Etats.

Ariane et Nicola. - groupe « La Sociale » Montpellier

Programme

Jeu 1^{er} juillet, 16 heures: Contre la sexophobie, pour la liberté d'amour et de jeu.

Vendredi 2 juillet, 10 heures: Libérons l'école des ingérences cléricales, confessionnelles, doctrinaires et autoritaires.

Vendredi 2 juillet, 16 heures: Jubilémarket: argent public pour les magnificences papales.

Samedi 3 juillet, 10 heures: Femmes contre les intégrismes; le contrôle des religions sur les femmes, sur la liberté de procréation, d'avortement. Contre la violence dans et hors de la famille, contre le viol.

Samedi 3 juillet, 16 heures: Contre le traitement religieux obligatoire. Contre le baptême des nouveau-nés, la doctrine dans les écoles, les crucifix dans les lieux publics.

Dimanche 4 juillet, 10 heures: Assemblée de l'association « Se débaptiser ».

Dimanche 4 juillet, 16 heures: De la Croatie au Chili, la diplomatie vaticane aux côtés des puissants, des multinationales et des mafias internationales.

L'arc-en-ciel se terni en Afrique du Sud

LES ÉLECTIONS EN AFRIQUE DU Sud, les secondes depuis la chute de l'apartheid, sont l'occasion pour les médias occidentaux de lever un coin du voile d'indifférence qui recouvre l'Afrique. Encore faut-il que l'événement concerne un des « géants » du continent et soit amplifié par le départ du cirque médiatique de l'icône vivante qu'est devenu Nelson Mandela. Celui-ci a désigné comme son successeur le vice président et président de l'ANC Thabo Mbeki qui a été intronisé sans surprise, par les urnes, avec près des deux tiers des suffrages. Le suspense ayant été quasi nul, les médias nous ont servi le couplet de la nation arc-en-ciel, deuxième pôle de puissance en Afrique avec le Nigeria, et de son dieu vivant, Mandela. Il est vrai que la personnalité exceptionnelle de celui qui resta 27 ans prisonnier politique avant de devenir président de l'Afrique du Sud, et qui quitte volontairement le pouvoir après seulement 5 ans, détonne singulièrement dans une Afrique plus habitée aux dictateurs sans autres soucis que leur fortune personnelle. Pourtant la situation économique désastreuse du pays, l'abandon presque complet des idéaux d'égalité sociale par l'ANC (et pas seulement raciale), que démontre le maintien d'un capitalisme pur et dur, méritait mieux que des entrefilets.

La leçon des élections

Les élections du 2 juin ont été massivement suivies par un peuple noir avide de reconnaissance politique. On peut se demander combien de temps encore le délice des urnes parviendra à anesthésier les aspirations sociales de la majorité de la population. En attendant près de quarante partis se sont présentés. Le principal parti reste l'ANC bien sûr qui a recueilli les deux tiers des voix, montrant par là qu'il continue de toucher les dividendes de la lutte contre l'apartheid mais aussi qu'il a su encadrer et contrôler la population noire. L'adversaire le plus pugnace et à terme le plus dangereux de l'ANC est le leader du Parti démocrate, Tony Leon, démagogue charismatique qui espère réaliser un front anti-ANC pour propulser au pouvoir ses idées ultra-libérales. Ni le Nouveau parti national, ni l'Inkatha zoulou, n'ont la moindre chance de progresser dans l'avenir et de dépasser les 10% des voix. Le système politique est donc remarquablement bloqué et ni la révolution sociale, ni même l'alternance dans le jeu de la politique bourgeoise, ne sont pour demain. Il n'y a guère que les syndicats ouvriers, d'ailleurs affaiblis et souvent dominés par l'ANC, à qui les lie un passé de luttes communes, qui se permettent un début de critique du système.

Miracle sud-africain ?

C'est une évidence de dire que la société sud-africaine est profondément inégalitaire. Les noirs ont été relégués au bas de la hiérarchie sociale et l'Afrique du Sud ressemble à une

juxtaposition de ghettos, dorés pour les uns, miséreux pour la plupart, un peu à l'image des États-Unis. L'arrivée des noirs au pouvoir politique s'est bien sûr doublée d'une percée noire dans le domaine économique, mais cette évolution ne s'est pas faite dans le sens d'une plus grande égalité. Au contraire les inégalités capitalistes demeurent et, c'est tout de même un comble, s'accroissent. Il n'y a que les médias et les bonnes âmes en Occident pour se laisser aveugler par la réussite brillante de quelques individus qui ont adroitement utilisés les réseaux clientélistes et mafieux. Le prix payé par l'ANC pour son arrivée au pouvoir sans guerre civile a été l'abandon complet de son programme communiste et la garantie d'impunité pour l'ordre capitaliste. Ses chefs, autrefois alliés à l'URSS, sont passés sans broncher au rang des alliés fidèles des États-Unis, se garantissant par là une certaine tranquillité dans les relations internationales. En échange un certain nombre de leaders noirs ont été autorisés à s'asseoir à la table des exploités. Finalement l'Afrique du Sud est en train de rejouer le scénario qui a prévalu dans la plupart des pays africains après leur indépendance, c'est-à-dire la recréation d'une autre forme d'apartheid entre les « élites » du pouvoir repues et corrompues et un peuple contraint au bricolage quotidien pour survivre. Le miracle existe peut être donc sur le papier glacé du *Wall street journal*, encore que la crise du capitalisme sud-africain les amène ces derniers temps à un peu de modération, mais sûrement pas pour les habitants de Soweto qui remarquent surtout que le symbole de l'apartheid n'a guère changé de physionomie depuis 1991.

Frustrations

D'attente en attente, la frustration du peuple sud-africain tourne au désespoir. Rien, dans la vie quotidienne, ne semble véritablement changer. L'accès à l'éducation pour tous est toujours un mirage, l'eau courante et l'électricité restent rares dans les gigantesques « townships » noirs qui joutent les villes blanches, et encore plus dans leur cortège de bidonvilles qui n'arrêtent pas de croître. Mais la frustration principale vient de l'incapacité du pouvoir noir à réaliser une véritable réforme agraire.

Sous l'apartheid, les « Africains » ne pouvaient posséder la terre, la propriété du domaine foncier étant à l'État, qui en avait exclu les noirs dès 1913. En 1991 la loi a aboli la législation foncière fondée sur la race: égalité de droit donc mais pas égalité de fait puisqu'il va sans dire que l'extrême pauvreté des paysans sud-africains met hors de portée l'achat d'une terre. La demande légitime des populations, tant rurales qu'urbaines, d'une restitution pure et simple de ce qui leur avait été volé a reçu, au nom du capitalisme bien sûr, une énergie fin de non-recevoir. Le pouvoir a essayé de noyer le poisson en décidant en 1996 une politique de « discrimination positive » à l'américaine... il n'y a qu'à regarder le résultat de ce genre de pra-

tique aux États-Unis. Mais le déficit majeur reste les « droits sans titre » qu'invoquent ceux qui se sont installés sur une terre à la suite des invasions et des occupations illégales de terrain en milieu rural ou urbain à l'époque de l'apartheid. La légitimité de ces actions directes ne saurait être discutée et cela embarrasse au plus haut point le pouvoir de Pretoria qui tergiverse.

Violence et bouc émissaires

Dans les villes comme dans les campagnes, la criminalité mais aussi les milices d'autodéfense blanches ou noires, les sociétés de « gardiennage » (300 000 vigiles soit plus que les effectifs de la police) et de véritables armées privées comme Executive Outcom (la plus importante entreprise de mercenaires au monde) font de l'Afrique du Sud un pays extrêmement dangereux. Selon les sources officielles sud-africaines, on enregistre chaque jour une cinquantaine de morts violentes, c'est-à-dire le taux le plus élevé au monde (six fois plus qu'aux États-Unis, qui font déjà très fort).

La violence se nourrit de la pauvreté et de la dégradation de la situation économique et sociale produite une insécurité devenue insupportable. Celle-ci génère en retour une florissante industrie de la protection privée qui elle-même alimente la violence. Il est bien évident que le renfermement sécuritaire à toutes les échelles, la « stratégie du hérisson », ne peut apporter aucune solution. Dans ce contexte le pouvoir a besoin de bouc émissaires. Il utilise donc les vieilles recettes de la haine de l'autre. D'abord sont visés les immigrés, nombreux, en provenance des pays africains de la région et qui sont accusés de créer du chômage. 100 000 immigrés clandestins ont été arrêtés durant les huit premiers mois de 1998. Puis sont visés les États de la région qui sont considérés moins comme des partenaires que comme des débouchés pour les produits manufacturés sud-africains et comme le terrain de chasse privilégié des firmes sud-africaines qui profitent des politiques « d'ajustement structurel » du FMI pour acheter massivement les mines, entreprises ou terrains agricoles privatisés. Bref l'Afrique du Sud entend bien avoir une politique prédatrice et de domination dans la région de l'Afrique australe. Elle appuie d'ailleurs cette politique sur la force militaire comme en témoigne l'achat récent de 5 milliards de dollars de matériel militaire aux américains, mais surtout les interventions au Lesotho et en République démocratique du Congo, au côté de Kabila. Finalement on retrouve à la pointe de l'Afrique une configuration géopolitique traditionnelle. Le Centre (États-Unis principalement) exploite les centres secondaires, ici l'Afrique du Sud, qui elle-même tente d'exploiter son environnement régional plus faible qu'elle. La situation créée par le colonialisme britannique, prolongée par le capitalisme sud-africain sous l'apartheid, se prolonge malheureusement avec le pouvoir noir de l'ANC.

Franck Gombaud. - groupe Sabaté (Rennes)

Cologne 99: base d'un front commun contre le capitalisme ?



CE SAMEDI 29 MAI, NOUS fumes 30 000 manifestants de toute l'Europe venus défiler sur le macadam brûlant de Cologne. Cette manifestation fait suite à deux appels différents qui se rejoignent sur la question de la lutte contre le chômage et de la précarité.

Le premier, l'appel de Cologne, regroupait les organisations de chômeurs indépendantes ou d'affiliation à des organisations syndicales ou politiques. Leurs revendications s'axaient principalement pour l'emploi et pour une « Europe sociale ». On y retrouve tout le congrégat des organisations françaises « en lutte » contre le chômage (cette même CGT française qui vient d'adhérer à la Confédération européenne des syndicats, la CES). Mais on y trouve encore SUD, la FSU, le DAL, Droits devant et même la gauche CFDT ou la LCR. On peut subodorer qu'à travers la mobilisation de quelques unes de ces organisations, se trame une campagne électorale européenne où la gauche radicale cherche à placer ses

billes. Mais c'est bien AC! qui reste mobilisateur.

Démonstration de force anarchiste

Mais le plus beau cortège était, bien évidemment, celui qui rassemblait les organisations signataires de l'appel de Rome, j'ai nommé: la CGT espagnole, l'OSL suisse, les Uni-cobas, Cobas-CN, et USI-Rome italiens, la CNT-AIT française (Vignoles) et auxquelles se sont joints les suédois de la SAC, organisations se réclamant de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. Leurs revendications s'axent sur l'exigence d'un salaire minimum intercatégoriel égal pour les pays de l'Union européenne, du droit pour tous à un travail stable sans discrimination sexuelle ou ethnique, d'une réduction drastique du temps de travail sans perte ou gel des salaires, ainsi que sur l'accès gratuit et autogéré pour tous à l'école, à la culture, aux transports et aux services publics de santé (1)... Suite aux premières marches européennes de Lyon en 1996 et

d'Amsterdam en 1997, cette manifestation de Cologne révèle une meilleure coordination du syndicalisme « alternatif » contre le capitalisme puisque pour la première fois les bannières rouges et noires flottaient au vent dans un seul et même cortège d'environ un millier de personnes.

Les antifascistes allemands accompagnés du SCALP ont quant à eux formé un cortège de 300 à 400 personnes qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des quelques 17 000 policiers allemands - ces êtres hybrides, à mi-chemin entre un Robocop et un JC Van Damme nourri à la bière - qui armés de caméras, appareils photo, boucliers et matraques en tous genres étaient là, bedonnant, à tous les coins de rue. Quant à la répercussion d'une telle manif dans la population, voire dans les médias, elle paraît limitée, voire nulle; ce genre de mobilisation permet à chacun de compter ses forces. Mais après tout pourquoi ne pas se laisser aller quelquefois à l'autosatisfaction d'entendre raisonner dans la rue « Viva anarchia! » ?

Sadia. - groupe Durruti (Lyon)
(1) Cf. *Le Combat syndicaliste* n° 200.

CINÉMA

Le convoi. Patrice Chagnard Les Casablancais. Abdelkader Lagtaa

Le Rwanda, oublié, les Kurdes, on n'en parlait plus, mais le procès aidant, etc. Et l'Arménie? Car le documentaire de Patrice Chagnard, révélé et primé au « Cinéma du Réel » en 1996, suit un convoi vers l'Arménie. C'est un 38 tonnes affrété par une organisation humanitaire. Trois hommes le conduisent, partagent l'aventure. Dans la cabine exigüe, un café se prépare. Trois hommes, trois générations, trois motivations: un homme mis trop tôt à la retraite, Papy, 62 ans, Amin, 30 ans et Jérôme, 20 ans.

Ils sont trois, et heureusement car la réussite de leur entreprise dépend aussi du facteur humain. Rodés, volontaires, ils peuvent affronter ces milliers de kilomètres.

Ils peuvent compter les uns sur les autres, alors que ni le climat, ni les affres de l'ancien empire soviétique, ni les mauvaises routes ne vont les épargner.

Le convoi parcourt des contrées désolées, doit s'accommoder de tout: gardes frontières, soldats postés un peu n'importe où. Ils pourraient le stopper, le piller, l'empêcher d'arriver à destination. Le film retrace l'imprévu et le projet, la route et les hommes. C'est poignant.

Révélé par la Biennale du Cinéma arabe après le Festival du Caire, *Les Casablancais* s'attache à plusieurs personnages habitant tous la ville de Casablanca. D'une façon assez schématique les archétypes d'une po-

pulation sont passés en revue. Mais petit à petit se dégagent les thèmes majeurs qui ne se limitent pas à une ville ou à un pays. Une certaine schizophrénie propre aux sociétés maghrébines, ou l'on enferme les femmes à la maison, mais toutes les autres personnes plient aussi sous le joug de codes invariables, se dessine petit à petit et fait la force du film. Le film de Abdelkader Lagtaa a été plébiscité par le public marocain. Quel plus grand hommage à jeune réalisateur ~ rêver! L'histoire ordinaire racontée simplement a sûrement réveillé quelque chose.

Beau travail de cinéaste: car dans l'architecture de cette ville se lisent aussi les difficultés de trajectoires libres et les personnages du film illustrent cette vérité sans avoir à la dire. La mer seule crée l'illusion de liberté et d'ouverture.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

À l'Institut du Monde Arabe, tous les samedi et dimanche, à 15 et à 17 heures se poursuit une programmation de films du cinéma arabe. La manifestation continue jusqu'au 27 juin.

À signaler aussi que « L'autre » le film de Youssef Chahine, en sélection officielle à Cannes, sorti parallèlement, est programmé dans plusieurs salles à Paris.



Surprenant, quand même cette construction européenne, dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne? Par qui est-elle menée? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle? Quelle lutte développer dans ce nouveau contexte? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non?

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatisée. Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

LECTURE

Wilhem Reich, énergie vitale et psychothérapie

Les lecteurs du *Monde libertaire* commencent à bien connaître Gérard Guasch. Auteur d'un sympathique « Arsène Lupin, un caractère sur le divan » et du très beau « Quand le corps parle, introduction à l'analyse reichienne », il nous propose, avec ce nouveau livre, une remarquable étude de Wilhem Reich. Curieusement, cet analyste dissident, comme le souligne l'auteur, ne veut pas être étiqueté anarchiste bien que son combat ait été de bout en bout profondément libertaire. Paul Goodman lui-même a fait remarquer à Reich que ses propos évoquent ceux de Kropotkine dans « Champs, usines et ateliers ». Toujours est-il que le « Wilhem Reich » de Gérard Guasch nous permet de découvrir quels ont été les intenses combats politiques et les exceptionnelles découvertes thérapeutiques de cet homme hors du commun. Fondateur de la célèbre « Sexpol » qui a inspiré la revue française du même nom dans les années 70-80, il a créé des dispensaires d'hygiène sociale et sexuelle. La thérapie psychanalytique qu'il a élaborée est appelée successivement analyse caractérielle, végétothérapie, et organothérapie. Dès la fin des années 70, en France et, aujourd'hui, à travers le monde (Mexique, Espagne, Brésil, États-Unis), Gérard Guasch a développé cette thérapie sous le nom d'analyse reichienne. Autant par les références thérapeutiques que par des études de cas, il nous initie à cette méthode révolutionnaire avec clarté et simplicité.

Jacques Lesage de la Haye

Wilhem Reich, énergie vitale et psychothérapie. Gérard Guasch, édition Retz. 208 p. 139 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

ERRATUM

En page 6 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1167), manquait une information complémentaire à l'interview de Jo Staline: « La lutte continue ». L'album est disponible contre 100 F (+10% de frais de port): C'est pas des manières, 42, rue Antonin Perrin, 69 100 Villeurbanne ou à La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69 001 Lyon.

LECTURE

André Brink Le vallon du Diable, Retour au jardin du Luxembourg

L'AFRIQUE DU SUD D'AUJOURD'HUI SE DÉBÂTE AVEC ses vieux démons issus de l'apartheid dans un contexte de crise économique, de corruption et de violence et se pose la question de l'après Mandela. Voilà ce que l'on pourrait apprendre par la presse. Mais cela est-il suffisant pour que nous nous sentions concernés par ce qui s'y passe? Après tout, l'apartheid en tant que système a été aboli, alors l'Afrique du Sud est devenu un pays comme un autre! Or en lisant *Retour au jardin du Luxembourg* d'André Brink, on se rend compte que les problèmes qu'affronte l'Afrique du Sud ont plus que des similitudes avec ceux de l'Europe contemporaine.

Parce que le défi que doit relever l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, c'est celui d'arriver à faire coexister des communautés d'origines différentes ayant un passé d'oppressés, d'oppressés, de se remettre d'une politique nazie de quarante cinq années: un peuple minoritaire qui se considère comme élu donc supérieur (les Blancs) par rapport à un peuple majoritaire jugé par les blancs comme inférieur, obligé d'obéir et de servir (les Noirs). Dans ce contexte, l'écrivain a-t-il un rôle? C'est la question qui est posée dans cet essai dont le sous-titre n'est autre que Littérature et politique. Pour André Brink, l'écrivain se doit de parler, d'être plus qu'un témoin, de dire la vérité même si elle n'est pas bonne à entendre; c'est bien ce qu'il a fait durant ces quinze dernières années en dénonçant l'apartheid dans ses romans, lui qui est pourtant un afrikaner blanc. Mais au fait qu'est-ce qu'un afrikaner?

André Brink nous en explique toute la complexité, l'histoire lourde de sens que contient ce terme car l'afrikaner désigne tout à la fois un blanc protestant d'origine hollandaise, c'est-à-dire Boers, mais aussi une langue créée, parlée par les noirs et les métis. Cette langue a été récupérée pour participer à l'affirmation d'une identité, d'une culture raciste où la femme a tout autant joué son rôle dans son affirmation et sa reproduction identitaire que l'homme, pour finalement devenir aujourd'hui la langue de ceux qui sont nés en Afrique

qu'ils soient noirs ou blancs. Dans cette Afrique du Sud à la recherche de ses racines et en quête de son devenir, André Brink nous offre dans ses pages la vision d'un homme en plein questionnement; c'est à dire celle d'un optimiste réaliste.

Il n'est qu'à lire son dernier roman, *Le vallon du Diable*, pour mieux s'en convaincre. Dans ce roman, il utilise la forme allégorique pour nous dépeindre les mythes fondateurs dans lesquels se débat la société sud-africaine d'après l'apartheid. Il prend comme héros un journaliste, métier qui a enfin retrouvé sa fonction c'est-à-dire la liberté d'informer, mais il en fait un personnage ayant raté sa vie, alcoolique, en proie aux doutes, et qui, au seuil de la retraite, renoue avec ses rêves d'étudiant, une thèse inachevée sur les habitants du vallon du Diable. Il va découvrir que les habitants de ce vallon du Diable vivent isolés du reste du monde, dans une société patriarcale où les hommes édictent la Loi et où les femmes la perpétuent par le biais de l'éducation; la Loi, c'est celle de la religion que chacun doit suivre dans ses préceptes, l'un d'eux étant la pureté de la race du peuple élu. Dans ce microcosme, chacun a sa fonction, son origine, et c'est le surnom de chacun de ses membres qui l'explique, c'est ce qu'il va découvrir en retraçant l'histoire de ce vallon peuplé d'êtres difformes, fruits d'accouplements incestueux. Mais pourquoi n'y a-t-il pas un seul noir? Comment cela est-il possible? La vérité est-elle une ou diverse? Où est le sens? « Tout ce que je sais, c'est que je suis venu ici que j'ai essayé de retracer une histoire, et que, maintenant, je rentre, seul. Plus pauvre qu'à l'aller, ou plus riche? » André Brink nous présente là une société xénophobe poussée jusqu'à l'extrême, au fanatisme, pour mieux nous en faire comprendre l'absurdité, sa négation. La portée de ce message n'est pas uniquement destinée à l'Afrique du Sud, mais à toute société qui n'accepte pas ses différences.

Boris Beyssi

(émission Le Manège, Radio libertaire)

Retour au jardin du Luxembourg et Le vallon du diable sont édités chez Stock.

copinage

La 8^e fête de « Mots et Musiques » aura lieu le 14 juin au théâtre Clavel (Paris 19e) avec douze artistes dont Sara Alexander, Wladimir Anselme, Claire, Joël Jehan, Fabienne Elkoubi, Sabine Viret, Marie-Josée Vilar, Serge Utgé-Royo... (100 et 80F).

7^e édition de « Notes en bulles » à Artigues du 17 au 23 juillet. Au programme: Jean Vasca, Michel Bulher, Jacques Bertin, Michel Arbatz, Pierre Ménoret, Mouron, Andrée et Jean Moizard, le garage Rigaud, Christian Camerlinck... Renseignements au 04 68 20 43 84.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 12 juin à 10 heures:

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: avec Geneviève Dreyfus-Armand, auteur du livre « L'exil des républicains espagnols en France ».

samedi 12 juin à 11 h 30:

Chronique syndicale: avec Hélène Bretin à propos de la santé des femmes au travail

mardi 15 juin à 18 heures:

Pas de quartiers: l'intervention des anarchistes dans la commune, avec Dominique Lestrat.

mercredi 16 juin à 10 h 30:

Blues en liberté: le piano dans le blues.

Chelles : Mégret rase les murs

LORS DU MEETING ÉLECTORAL DE Bruno Mégret le mercredi 2 juin au centre culturel de Chelles, comme pour sa venue à Montfermeil (1), le groupe Sacco et Vanzetti organisa avec Ras l'Front un « comité d'accueil ».

N'ayant appris sa venue que tardivement, trois jours ont suffi pour : organiser une réunion dans nos locaux avec Ras l'Front, le MRAP, la FCPE, SNUipp section Chelles (FSU) et le PCF ; préparer un tract appelant à un rassemblement signé par de nombreuses organisations (2) sauf le PCF (il refuse de signer le tract collectif préférant faire cavalier seul) puis de le tirer et enfin de le diffuser.

Le soir du meeting, environ 300 personnes répondaient présent à notre appel. Alors que les libertaires et Ras l'Front trépanaient pour aller « rencontrer » Mégret, la gauche plurielle tenta en vain d'empêcher la manif de partir par une interminable succession de discours, dans lesquels la FA en a profité pour tracer le bilan du gouvernement de la gauche plurielle. Excédés, Ras l'Front et la FA mirent fin aux palabres des élus locaux et démarrèrent la manif. Finalement, devant l'élan général, le PCF nous rejoignit en queue et à contre cœur (il n'avait pu prendre la tête).

La manif, au centre ville, fit sensation et de nombreux Chellois vinrent rejoindre le cortège malgré le pourrissement volontaire du PCF :

ils traquèrent les pieds pendant le parcours puis décidèrent de quitter la manif à mi-chemin du centre culturel sous le faux prétexte de ne pas engendrer à nouveau des incidents comme à Montfermeil (3). Mais le PCF perdit encore ce bras de fer et fut totalement débordé : la plupart des manifestants et les autres organisations décidèrent de continuer la manif avec Ras l'Front et la FA.

La voix de la rue contre la voie des urnes

Arrivés devant le centre culturel, les CRS et le DPA au coude à coude bloquaient l'accès du centre culturel. Après avoir rappelé quelques slogans comme « nous sommes tous des fils d'immigrés », « mouvement national, mouvement social », etc. Nous avons dissous officiellement la manif, ce qui n'empêcha pas certains de faire un sitting afin de recevoir, sous les quolibets, Mégret, Le Gallou et sa pauvre petite quarantaine d'admirateurs.

Cette manifestation fut un succès à plusieurs titres. Au plus fort de la manif nous étions 400 personnes, ce qui est bien pour une petite ville comme Chelles qui semblait endormie et « normalisée » depuis des années. Malgré le désir de la gauche plurielle de ne faire qu'un rassemblement et les tentatives de récupération et de pourrissement du PCF, la manif a eu lieu, et surtout dans un cadre libertaire. La plupart des orga-

nisations sont venues nous voir à la fin manifestant leur volonté de créer un collectif antifasciste et antiraciste (sauf le PC.)

Malgré le matraquage médiatique pour aller voter, les anarchistes rappellent que les urnes n'ont jamais empêché les fascistes d'accéder au pouvoir (cf. Hitler et Mussolini). De plus, comme l'a déjà fait remarquer le groupe Puig Antich (4), la police reste complice des fascistes. Pour cela la FA rappelle qu'il faut agir au lieu d'élire. Mégret doit savoir que la FA sera toujours là pour l'accueillir que ce soit à Montfermeil, Chelles, Perpignan ou ailleurs. À la prochaine donc !

Groupe Sacco et Vanzetti (Chelles)

- (1) Le lundi 17 mai, Mégret tenait une réunion publique dans la ville du tristement célèbre Pierre Bernard.
- (2) SUD-CRC (93), LCR, section du PS Chelles-Brou, comité Anne Franck.
- (3) Des jets de pierre furent lancés sur les policiers bloquant la manif ainsi qu'un cocktail Molotov.
- (4) Article « Mégret à Perpignan : La police complice » du ML n° 1167.

ERRATUM

En page 8 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1067), dans l'article « Mégret à Perpignan : police complice », le passage entre parenthèses concernant le nombre de « mégretistes » aurait dû être : « pas plus d'une quarantaine, des personnes ont rebroussement chemin. »

Contre les armées et les nationalismes

une paix armée (ce qui est une façon diplomatique de dire par la force). Il sera difficile de désarmer les ultranationalistes des deux camps, que ce soit les groupes paramilitaires des aigles blancs de Vojislav Seselj ou de Arkan, ou les partisans au sein de l'UCK de Adem Demaqui, mais particulièrement l'UCK qui devra accepter dans un premier temps l'administration provisoire par l'ONU avec une autonomie substantielle ainsi que le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale de la RFY et des autres états de la région. Adieu toutes les folies de Grande Serbie et de Grande Albanie. C'est le statu quo. Ce conflit confirme l'intangibilité des frontières tracées par les États, leurs vaisseaux et les colons à Yalta et le consensus qui existe entre les États, dans ce que notre camarade Philippe Pelletier a dénommé le Super Yalta (2).

Le rôle de l'Union Européenne

L'Union Européenne protégée à l'intérieur du périmètre de Schengen est en train de devenir une véritable forteresse, qui s'entoure d'un cordon sanitaire selon la théorie des cercles concentriques. La participation des pays membres les plus puissants de l'U.E. à la guerre contre la république fédérale de Yougoslavie a pour but des considérations stratégiques liées à cette théorie. Naguère une région était stratégiquement importante lorsque sa possession apportait un avantage militaire

considérable et permettait de contrôler des richesses ou des routes commerciales vitales. Actuellement, avec les satellites, l'informatique, la mondialisation, une telle conception s'est largement effondrée. Pour l'Union Européenne, la participation du contrôle de territoires comme l'Albanie, la Macédoine et le Kosovo est essentielle pour éviter qu'ils exportent, leur capacité de nuisances : chaos politique, insécurité chronique, émigrations clandestines, délinquance, prostitution, mafias liées à la drogue, etc. Et d'étendre ainsi la protection nécessaire pour établir leur deuxième cercle sur le modèle du Schengenland. Pour les occidentaux, la crise du Kosovo s'est envenimée après l'implosion de l'Albanie en 1997, lorsque ce pays plongé dans l'anomie, permit aux combattants de l'UCK de se procurer des armes et d'établir une base de repli sûre pour leurs incursions au Kosovo. La « Guerre de libération nationale » d'un territoire revendiqué fanatiquement par les Serbes et les Albanais du Kosovo, menaçait d'être cruelle et longue. L'UE pouvait-elle vivre pendant cinq à dix ans avec ce conflit à ses frontières ? Avec des risques de déstabilisation de la Macédoine et du reste des Balkans ?

Avec le risque d'avoir des dizaines de milliers de réfugiés qui gagnent par l'Italie, le reste de l'Union Européenne ? La réponse fut l'entrée en guerre et les bombardements de l'OTAN sur la république fédérale de Yougoslavie et la « gestion » des réfugiés que les pouvoirs

Occidentaux ont maintenu dans la zone balkanique, au mépris de toute liberté et raison réellement humanitaire. Pour les États-Unis le conflit nationaliste du Kosovo permet de boucler le dossier de la légitimation de l'OTAN qui, conçu à l'époque de la guerre froide aurait dû se dissoudre avec le pacte de Varsovie et être remplacé par une défense Européenne. Ce à quoi s'oppose Washington, qui veut rester la seule puissance mondiale et européenne. Bien que le résultat ne soit pas évident, la présence de troupes américaines sur le sol européen, en Albanie, Macédoine et bientôt au Kosovo, leur permet de retrouver une situation que les États-Unis avaient en Allemagne avant la chute du mur de Berlin.

Cette guerre ne serait-elle *in fine* que la suite logique du conflit larvé entre le nationalisme étatsunien et le nationalisme naissant de l'union européenne ? Devant l'absurdité des États-nations qui sont inévitablement plus bêtes que les individus, il nous faut continuer à manifester pour rejeter de toute notre intelligence les nationalismes et leurs guerres.

Michel Sahuc. - groupe La Sociale (Montpellier)

ERRATUM

En page 8 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1067), manquait la signature de l'article « Déserteur de tous pays unissons-nous ». C'était notre compagnon Jean-Marc Raynaud.

A G E N D A

jeudi 10 juin

ANGERS : Réunion-débat sur « Les anarchistes et l'Europe » organisé par le groupe Malatesta de la F.A., à 20 h 30 à l'Étincelle (26, rue Maillé).

PARIS : A l'occasion de la parution de son livre « Nouvelles et dessins contre la télé » (éditions Réflex), le RAT (Réseau pour l'abolition de la télévision) organise une conférence débat sur le thème « critique de l'idéologie médiatique » à 19 h 30 au CIPC (21 ter, rue Voltaire, 11°)

vendredi 11 juin

BESANÇON : Réunion publique avec Philippe Pelletier sur les nationalismes balkaniques et la guerre au Kosovo à 20 h 30 au Cercle suisse. Cette réunion est organisée conjointement par le groupe Proudhon de la F.A. et la CNT-AIT du Doubs.

PARIS : Le groupe La Villette de la F.A. organise une réunion publique sur « Le fédéralisme libertaire » à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18°).

SAINT-ETIENNE : Concert de soutien à La librairie libertaire La Mauvaise Graine (afin de soutenir son installation dans un local plus grand) avec le groupe Jo Staline (Rock-folk celtique libertaire) à 20 h 30 à la MJC des Tilleuls (8, rue du Pavillon Chinois). PAF 20 F.

samedi 12 juin

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la F.A. et la CNT organise à partir de 16 heures salle David (Maison du peuple) une Journée de soutien aux pacifistes de l'ex-Yougoslavie. Au programme, film (Underground) et concert (Tristan Léa + groupe chilien). Tables de presse, buvette... Entrée : 30 F pour les salariés, 20 F pour les étudiants et chômeurs.

LYON : Cortège anarcho-gay dans la manifestation de la Lesbian and gay pride à 14 heures, fosse aux ours (Guillotière).

PARIS : Forum à la librairie du Monde libertaire avec Geneviève Dreyfus-Armand auteur de « L'exil des républicains espagnols en France, de la guerre civile à la mort de Franco », 145, rue Amelot (11°) à 16 h 30.

dimanche 13 juin

PARIS : Manifestation nationale contre la guerre et les nationalismes à l'initiative de la Fédération anarchiste, à 11 heures place de la Bastille. Des cars seront organisés à partir de différents villes. Renseignements auprès des groupes locaux ; à Lyon : 04 72 00 94 10 (150 F) ; Besançon : 03 81 81 43 25 ; Nantes : 06 11 87 38 33 ; Montpellier : 06 68 98 85 92...

jeudi 17 juin

AVIGNON : Le groupe du Gard de la F.A. organise une soirée avec Michel Auray, auteur du livre « L'âge des Casernes » à 20 h 30 salle de la manutention. La soirée commencera avec « Avoir 20 ans dans les Aures ».

MONTPELLIER : fête annuelle de la Fédération anarchiste à l'Antirouille.

vendredi 18 juin

BESANÇON : Réunion publique organisée par le groupe Proudhon de la F.A. à 20 h 30 au Cercle suisse avec Michel Auray auteur du livre « L'âge des Casernes ».

DUNKERQUE : le groupement dunkerquois de la Libre Pensée va donner une conférence sur Léo Ferré à 20 heures à l'amphi de visio-conférence de l'université de la citadelle, quai Freycinet 1. (Conférence donnée par Robert Horville).

MONTPELLIER : Le groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste organise un débat sur « les anarchistes et les drogues » à 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne-d'Arc).

PARIS : Le groupe Louise-Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « La liberté d'expression » (radio, télé, Internet) à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18°).

samedi 19 juin

DIJON : Le groupe libertaire de Dijon (SCALP, FA) organise une conférence publique avec Michel Auray autour de son livre « L'âge des casernes » à 15 heures à l'amphi L Labey de la fac de lettre.

vendredi 25 juin

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion publique sur « L'avenir du travail » avec Gérard Filoche, auteur du livre « Le travail jetable » à 20 h 30 au local du groupe, 1bis, rue Emile.

PARIS : Le groupe Louise-Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « l'intervention des anarchistes dans la gestion de la commune de Merlieux » avec Dominique Lestrat à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18°).